Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 253 069 du 20 avril 2021
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître E. DESTAIN
Rue de Florence 13
1000 Bruxelles

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F. F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 14 janvier 2021 par X, qui déclare être de nationalité burkinabè, tendant à la suspension et l'annulation de « *la décision d'irrecevabilité 9bis et de l'ordre de quitter le territoire qui en est le corollaire pris le 17.11.2020 et notifiés le 15.12.2020* ».

Vu le titre I^{er} *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ci-après la Loi.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 22 février 2021 convoquant les parties à l'audience du 16 mars 2021.

Entendue, en son rapport, Mme M.-L. YA MUTWALE, juge au contentieux des étrangers.

Entendus, en leurs observations, Me E. DESTAIN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me A. PAUL *loco* Mes D. MATRAY et S. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1. Le requérant est arrivé en Belgique le 16 août 2010, muni de son passeport national valable revêtu d'un visa Schengen court séjour. Le 30 août 2010, il s'est vu délivrer une déclaration d'arrivée couvrant son séjour jusqu'au 30 novembre 2010.

2. Le 25 mai 2020, il a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9*bis* de la Loi, laquelle a été successivement complétée les 3 septembre et 29 octobre 2020.

3. En date du 17 novembre 2020, la partie défenderesse a pris à l'encontre du requérant une décision déclarant irrecevable la demande d'autorisation de séjour précitée.

Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est motivée comme suit :

> « *MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.*
>
> *L'intéressé invoque, au titre de de circonstance exceptionnelle, la longueur de son séjour (en Belgique depuis 2010) et son intégration à savoir le développement d'un réseau socio-professionnel danse attesté par plusieurs témoignages ainsi que son curriculum vitae, le fait qu'il ait suivi des cours à l'Académie de dessin et des arts visuels de Molenbeek-Saint-Jean, la participation au Conseil d'administration de l'Asbl [T.S.] Le requérant a ainsi participé à plusieurs projets artistiques et culturels en Belgique (tel que la réalisation de capsules sur divers thèmes, etc.), Il a aussi collaboré avec l'association [A.] ou la commune (a donné une formation pour les régisseurs organisée par la Régie Mobile d'Etterbeek). Plusieurs témoignages de qualités aussi bien professionnelles qu'humai**nes** sont présents au dossier tels que de l'ancien Directeur de l'Académie de dessin et des arts visuels de Molenbeek-Saint-Jean, de l'Echevin Culture, Musée de la Commune d'Ixelles, de [A. L.] (membre de l'Assemblée Générale de [A.]), du Directeur des Halles de Schaerbeek, de Madame [B.], de Monsieur [G.] (coordinateur de projets de la Mission Locale pour l'Emploi de Saint-Gilles). Rappelons tout d'abord que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans leur pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26/11/2002). Par ailleurs, s'agissant de la longueur du séjour du requérant en Belgique et de sa bonne intégration dans le Royaume, le Conseil du Contentieux des Etrangers considère que ces éléments sont autant des renseignements tendant à prouver tout au plus la volonté du requérant de séjourner sur le territoire belge mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de sfinanceéjour (sic). De surcroît, le Conseil rappelle qu'un long séjour en Belgique n'est pas en soi un empêchement à retourner dans le pays d'origine. Ce sont d'autres circonstances survenues au cours de ce séjour qui, le cas échéant, peuvent constituer un tel empêchement. » CCE, arrêt n° 74.314 du 31.01.2012. De même, « une bonne intégration en Belgique, des liens affectifs et sociaux développés, ne constituent pas, à eux seuls, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9 bis précité car on ne voit pas en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise ». CCE, arrêt 74.560 du*

02.02.2012. Par ailleurs, s'agissant de son intégration professionnelle, cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle en ce que cela n'empêche pas l'intéressé de retourner temporairement dans son pays afin d'y solliciter une autorisation de séjour. En outre, l'intéressé n'a nullement été autorisé à exercer une activité professionnelle en telle sorte qu'il ne saurait justifier d'un intérêt légitime à voir perdurer l'exercice illégal de ladite activité professionnelle. Enfin, selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, non seulement l'existence de relations professionnelles dans le chef d'un demandeur ne constitue pas en soi une circonstance exceptionnelle (voir C.E., arrêt n0157.962 du 26 avril 2006) mais encore même l'exercice d'un travail saisonnier (voir CE, arrêt n°110.548 du 23 septembre 2002), d'un travail sous contrat à durée déterminée (Voir C.E., arrêt n°88.152 du 21juin 2000), d'un travail bénévole (voir CE., arrêt n°114.155 du 27 décembre 2002) ou d'un quelconque travail, sans posséder les autorisations requises à cet effet (voir C.E., arrêt n°22.864 du 15 septembre 2003) ne doit pas être analysé pers comme une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant particulièrement difficile un retour dans le pays d'origine. En outre, il a déjà été jugé dans un cas similaire que « ne constituent pas de telles circonstances (exceptionnelles) ni l'intégration socioprofessionnelle du requérant, spécialement alors que la signature des contrats de travail était subordonnée à la régularité de son séjour, ni la longueur de leur séjour sur le territoire » (voir CE., arrêt n° 125.224 du 07/11/2003). Dès lors, les activités lucratives de la partie requérante, ou sa volonté de travailler, ne sont pas révélatrices d'une impossibilité ou d'une difficulté particulière d'introduire sa demande à partir de son pays d'origine.

Aussi, l'intéressé invoque le respect de sa vie privée et familiale tel qu'édicté par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme en stipulant avoir développé une vie privée depuis 10 ans en Belgique . Ainsi, il met en avant son réseau professionnelles, la poursuite de formations, la participation à de multiples projets, son investissement au sein d'associations et son entourage social. Rappelons que « le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1er, de la [CEDH] peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la [CEDH]. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la [CEDH] ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité

qui en découlait » (C.E., arrêt n° 161.567, 31 juillet 2006 ; dans le même sens : CCE, arrêt n° 12.168, 30 mai 2008) » (C.C.E. arrêt n°225 156 du 23.08.2019). Rappelons encore que « l'exigence imposée par l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose à l'étranger qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge » (C.C.E. arrêt n°225 156 du 23.08.2019). Aucune circonstance exceptionnelle n'est donc établie.

Le requérant affirme s'être installé en Belgique car il s'est senti de plus en plus contrôlé et brimé au Burkina Faso par les autorités en place de l'époque. Le gouvernement de Blaise Compaoré s'immisçait et s'imposait dans son travail et perdait de plus en plus sa liberté. Il stipule n'étant pas de la même ethnie que la majorité représentée au sein des autorités, il ne pouvait pas faire entendre sa voix. Il indique avoir reçu des menaces quand il se faisait entendre et s'est donc abstenu se trouvant rapidement privé de la majorité de ses droits. Il met en avant l'autoritarisme du régime, les corruptions et malversations qui était en place au moment de la présidence de Blaise Compaoré et joint un courrier du 10.01.2009 adressé au directeur du patrimoine culturel témoignant de ce qu'il a souffert et cite des extraits de l'International Crisis 2013. Néanmoins, l'intéressé n'apporte aucun élément probant ni un tant soit peu circonstancié pour démontrer son allégation qui permettrait de penser qu'il est dans l'impossibilité à l'heure actuelle de retourner au pays d'origine lever les autorisations de séjour. Alors qu'il lui incombe d'étayer son argumentation. Relevons que les éléments apportés sont surannées. Au surplus ajoutons que le courrier du 10.01.2009 ne peut être pris en compte en raison de son caractère subjectif. Quant aux extraits de l'international Crisis, il vise une situation générale sans que l'intéressé démontre une implication directe ou explicite avec sa situation personnelle l'empêchant ou lui rendant difficile un retour temporaire afin de lever une autorisation de séjour provisoire. En l'absence de tout élément permettant de croire en un risque en cas de retour temporaire au pays, cet élément ne saurait constituer une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile tout retour temporaire au pays d'origine. Rappelons qu'il incombe au requérant d'étayer ses dires à l'aide d'éléments récent, afin de faire état de la situation actuelle. En ce qui concerne le fait que le précité n'ait pas introduit de demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, il s'agit là de sa propre décision, et l'Office des Etrangers ne peut en être tenu responsable

Par ailleurs, le requérant invoque la situation d'insécurité prévalant au Burkina-Faso. Il indique que la fin du régime de Compaoré a entrainé beaucoup de violences à travers le pays. Pour étayer ses dires, Il met en avant les avis du gouvernement belge et français déconseillant les voyages et produit des articles sur l'actualité du Burkina émanant du site internet faso.net. Or, la partie requérante se contente d'évoquer une situation générale qui prévaudrait au pays d'origine. Or, la seule évocation d'un climat général n'implique pas un risque individuel. De plus, la partie requérante n'apporte aucun élément qui permette d'apprécier le risque qu'elle encoure personnellement. En effet, il incombe à celui qui invoque une circonstance qu'il qualifie d'exceptionnelle de démontrer en quoi les éléments invoqués présentent ce caractère exceptionnel au regard de sa propre situation (CCE, arrêt n° 164 467 du 21 mars 2016, CCE, arrêt n° 157 295 du 30 novembre 2015, CCE, arrêt n°132 435 du 30/10/2014, CCE, arrêt n° 52.022 du 30/11/2010).

Quant à la situation sanitaire liée au développement de la pandémie Covid-19 en tant que circonstance exceptionnelle rendant difficile tout retour au Burkina Faso. Il met aussi la situation sanitaire au Burkina Faso et indique qu'il est à craindre que les structures sanitaires ne soient pas à même de tenir le choc. Or, l'intéressé n'apporte aucun élément probant indiquant une impossibilité de retourner temporairement au pays d'origine en raison de la pandémie. Or, il incombe à la requérante d'étayer son argumentation. Notons que les frontières extérieurs de la Belgique et du Burkina Faso sont actuellement ouvertes, que les voyages sont autorisés. Enfin l'allusion à une situation générale n'est pas suffisante pour entraîner ipso facto l'existence d'une circonstance exceptionnelle. Dès lors, il ne s'agit pas d'une une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile ou impossible un retour temporaire au pays d'origine.

En conclusion, l'intéressé ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable.

Néanmoins, il lui est toujours loisible de faire une éventuelle nouvelle demande dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger sur la base de l'article 9§2 auprès de notre représentation diplomatique ».

4. A la même date, le requérant s'est vu délivrer un ordre de quitter le territoire (annexe 13). Cette décision, qui constitue le second acte attaqué, est motivée comme suit :

« *MOTIF DE LA DECISION :*

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article (des articles) suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

O En vertu de l'article 7, alinéa 1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980, l'étranger demeure dans le Royaume au-delà du délai autorisé par le visa ou l'autorisation tenant lieu de visa apposée sur son passeport ou sur le titre de voyage en tenant lieu (art. 6, alinéa 1er de la loi) : L'intéressé est arrivé le 16.08.2010 avec un visa C valable jusqu'au 16.10.2010. Une déclaration d'arrivée est enregistrée le 30.08 2010. Son séjour était autorisé jusqu'au 30.11.2010 ».

2. Exposé du moyen d'annulation

2.1. Le requérant prend un moyen unique de « *la violation des articles 9bis, 62 § 2 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ; la violation des articles 3 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (ci-après CEDH) ; la violation de l'article 22 de la Constitution ; la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ; la violation des principes généraux de bonne administration que sont le principe de prudence, le principe d'une saine gestion administrative qui veut que toute décision repose sur des motifs légitimes et légalement admissibles, le principe de motivation matérielle, le principe selon lequel l'administration doit statuer en tenant compte de l'ensemble des éléments de la cause, le principe du délai raisonnable, le principe de minutie, le principe de légitime confiance ; l'erreur manifeste d'appréciation ; l'insuffisance dans les causes et les motifs* ».

2.2. Dans une première branche, après avoir invoqué des arrêts du Conseil d'Etat et du Conseil du contentieux des étrangers, ci-après le Conseil, le requérant expose « *[qu'il] a invoqué sa présence continue sur le territoire depuis 2010 ainsi que son parcours éducatif et socio-professionnel avec à l'appui de nombreuses preuves et de nombreux témoignages ; qu'il considère en effet que ces différents éléments rendent difficiles un retour au pays d'origine, Le Burkina Faso, pour l'introduction d'une demande de séjour ; qu'en effet toutes ses attaches scolaires, culturelles, sociales, développées au cours de ces 10 dernières années sont en Belgique ; que ces attaches rendent particulièrement difficiles un retour dans un pays qu'il a quitté il y a 10 années et dans lequel il n'a plus aucune de ces attaches ; qu'à cela, la partie adverse se contente de déclarer qu'il ne s'agit, par principe, pas d'éléments répondant à la définition des circonstances exceptionnelles ; qu'elle indique les références d'un arrêt du Conseil d'Etat (non disponible sur le site internet de ladite juridiction et donc non accessibles à la partie requérante), sans démontrer que les circonstances de cette affaire étaient similaires à la présente ; que la partie adverse ne semble pas remettre en cause l'existence d'une vie privée bien fournie dans le chef de la partie requérante ; que la partie adverse se contente en conclusion d'une motivation stéréotypée, sans examiner et tenir compte réellement des arguments avancés par la partie requérante dans sa demande de séjour […] ; qu'il semble que la partie adverse rejette de façon systématique et non différenciée les éléments des demandes basées sur l'article 9bis faisant état de la longueur du séjour - quelle que soit celle-ci - et de l'intégration comme n'étant ni révélateurs de circonstances exceptionnelles ni capables de fonder ces mêmes demandes ; que pourtant la partie adverse reconnaît elle-même que le requérant a déposé notamment de nombreux témoignages « de qualité » ; qu'elle cite plusieurs des activités auxquelles le requérant a participé sur le territoire ; qu'elle ne semble néanmoins pas prendre en considération la vie privée sur le territoire du requérant à la hauteur de ce qu'elle est et telle qu'elle a été développée en termes de demande […] ; qu'il ne ressort pas de la motivation de la décision que la partie adverse a bien tenu compte de l'ensemble de ces éléments ; que le requérant est dès lors en droit de se demander comment il pourrait faire valoir sa situation spécifique, celle-ci étant, semble-t-il, automatiquement considérée comme insuffisante et/ou non pertinente* ».

Le requérant invoque l'article 8 de la CEDH et expose que « *[sa] vie privée […] en Belgique est […] établie ; qu'au regard de ces obligations d'examen approfondi et de mise en balance des intérêts, la motivation développée par la partie adverse dans l'acte attaqué apparaît comme lacunaire et insuffisante dans la mesure où elle n'expose nullement ce qui l'a poussée à faire prévaloir l'intérêt de l'Etat de contrôler ses frontières sur l'intérêt particulier de la partie requérante à continuer à vivre sa vie en Belgique ; que la partie adverse se borne à constater que le respect des formalités d'introduction d'une demande de séjour dans le pays d'origine est nécessairement une ingérence proportionnée au regard de l'article 8 de la CEDH ; qu'elle souligne qu'imposer aux étrangers en séjour illégal de retourner dans leur pays ne peut par principe être jugé disproportionné par rapport au but poursuivi par le législateur ; que cette position de principe est contraire à l'ensemble de la jurisprudence de votre Conseil et de la CEDH qui insiste sur un examen de chaque cas d'espèce ; que la partie adverse indique en particulier qu'il ne s'agira que d'une séparation temporaire ; que la partie adverse ne fournit aucune garantie permettant de croire que la séparation en question ne sera que de courte durée et ce d'autant plus au vu de la crise sanitaire mondiale* ».

S'agissant de la crise sanitaire mondiale, le requérant fait valoir que « *celle-ci empêche le requérant d'introduire une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 à partir de leur pays d'origine ; qu'il ne s'agit pas d'un voyage à caractère essentiel et seuls ces derniers sont autorisés ; qu'en effet, l'article 21 de l'arrêté ministériel du 28/10/2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par l'arrêté royal du 19/12/2020 (Moniteur belge du 20/12/2020) détermine que les voyages non essentiels vers la Belgique sont interdits […] ; que le requérant ne peut donc introduire […] [sa] demande à partir de son pays d'origine ce qui constitue indéniablement une circonstance exceptionnelle au vu de la rupture de leur vie privée et familiale qu'elle entraînerait* ».

Le requérant expose que « *la partie adverse reproche à la partie requérante l'exercice illégal d'une activité professionnelle ; que pourtant le requérant n'a pas indiqué en termes de demande avoir travaillé ; qu'il est bien évidemment conscient qu'il ne dispose pas d'un titre de séjour et donc d'une autorisation de travail ; qu'il indique avoir collaboré dans le milieu artistique, mais sans nécessairement que ce soit en échange d'une rétribution mais plutôt pour aider les personnes du milieu culturel avec lesquelles il est entré en contact et ce de manière bénévole ; que par contre l'existence de ce réseau démontre que Monsieur, une fois régularisé, n'aurait aucune difficulté à trouver un emploi ; qu'à nouveau la partie adverse n'apprécie pas adéquatement les arguments du requérant ; que si celui-ci retourne au pays d'origine il ne sera plus en mesure de maintenir l'existence de ce réseau socio-professionnel et donc de trouver un emploi une fois son autorisation de séjour délivrée* ».

2.3. Dans une deuxième branche, il affirme qu'il « *a exposé en termes de demande de manière claire et précise et documentée la situation sécuritaire au Burkina Faso et le lien avec sa situation personnelle ; qu'elle a invoqué ainsi des éléments qui lui sont personnels, et a déposé à l'appui de son récit une lettre rédigée et adressée le 10 janvier 2009, soit in tempore non suspecto comme indiqué dans la demande ; qu' à propos de ce courrier, la partie adverse se contente de déclarer qu'il ne peut en être tenu compte « en raison de son caractère subjectif » ; que cette motivation ne permet pas de comprendre pourquoi la partie adverse refuse d'en tenir compte ; que ce n'est pas parce que le requérant est la plume de ce courrier qu'il ne faut nécessairement pas lui donner du crédit, d'autant que ce courrier date d'il y a plus de 10 ans (de sorte que l'on ne peut lui reprocher de l'avoir écrite pour les besoins de la cause, sauf à l'accuser d'avoir rédiger un faux) […] ; [que le requérant] met donc en lien des problèmes qui lui sont personnels avec des articles qui témoignent de problèmes similaires et systémiques au sein du pays d'origine ; que la partie adverse ne peut dès lors se contenter de refus de les prendre en considération au motif qu'il s'agirait d'une situation générale, par le biais d'une motivation à nouveau stéréotypée ; que la partie adverse doit prendre en considération la globalité du récit du requérant et des éléments qu'il soumet à son appréciation […] ; que la partie adverse aurait dû examiner « le climat général » afin de vérifier si le niveau de violence atteint le seuil requis ; qu'en ne le faisant pas, elle viole ses obligations de motivation étant donné qu'elle n'examine pas l'argument invoqué par le requérant, se contentant d'une motivation largement stéréotypée ; que la partie adverse viole l'article 3 de la CEDH, et/ou viole ses obligations de motivation formelle en répondant par le biais d'une motivation stéréotypée* ».

2.4. Dans une troisième branche, le requérant expose « *[qu'il] a fait état dans sa demande de la pandémie de Coronavirus ; qu'à l'époque de l'introduction de sa demande, elle a spécifiquement fait référence à la situation telle qu'elle existait ; que cette situation évolue*

quotidiennement ; que la partie adverse ne peut prétendre ne pas être informée de ces évolutions et des conséquences sur la situation des étrangers étant donné qu'elle les publie notamment sur son site internet ; que la partie adverse doit répondre aux arguments invoqués en termes de demande, tout en tenant bien évidemment compte de la situation sanitaire au moment de la prise de sa décision ; qu'ainsi c'est à tort que la partie adverse indique que les frontières extérieures de la Belgique sont actuellement ouvertes ; que si le requérant n'aura sans doute pas de difficulté particulière à quitter la Belgique, il ne pourra certainement pas y rentrer […] ; que le requérant, s'il retourne au pays d'origine, ne pourra pas introduire de demande de séjour sur base de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 et ensuite franchir les frontières puisqu'une telle demande n'est pas jugée comme étant un voyage à caractère essentiel […] ; que l'on ne voit vraiment dès lors pas, dans ces circonstances, comment la partie adverse peut déclarer qu'un retour au pays d'origine pour l'introduction d'une demande fondée sur l'article 9 de la loi du 15.12.1980 n'est pas impossible et qu'il n'y a dès lors pas de circonstances exceptionnelles ».

3. Examen du moyen d'annulation

3.1. Sur les trois branches du moyen unique réunies, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle des actes administratifs implique que la décision administrative fasse apparaître, de façon claire et non équivoque, le raisonnement de son auteur de manière à permettre à l'administré de connaître les justifications de la mesure prise et à la juridiction compétente d'exercer son contrôle.

Par ailleurs, lorsque l'administré estime que l'obligation de motivation matérielle a été violée par l'autorité administrative, il est appelé à démontrer que les constatations factuelles sur lesquelles s'appuie la décision attaquée ne sont pas exactes, ou que les conclusions que l'autorité administrative en déduit sont manifestement déraisonnables.

3.2. Le Conseil rappelle également qu'une demande d'autorisation de séjour, introduite en application de l'article 9*bis* de la Loi requiert un double examen de la part de l'autorité, à savoir, d'une part, la recevabilité de la demande, eu égard aux circonstances exceptionnelles invoquées, d'autre part, le fondement de la demande de séjour.

L'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Il s'ensuit que l'administration n'est pas liée par la distinction entre circonstances exceptionnelles et motifs de fond présentée dans la demande d'autorisation de séjour. Elle peut examiner en tant que circonstances exceptionnelles des éléments que l'intéressé a invoqués pour justifier la demande au fond pour autant qu'il découle, sans hésitation possible, de l'ensemble de l'acte qu'elle a entendu demeurer au stade de la recevabilité et que le demandeur ne puisse se méprendre sur la portée de la décision.

Dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9*bis* de la Loi, l'appréciation des « *circonstances exceptionnelles* » auxquelles se réfère cette disposition constitue une étape déterminante de l'examen de la demande, dès lors qu'elle en conditionne directement la recevabilité en Belgique, en dérogation à la règle générale d'introduction dans le pays d'origine ou de résidence de l'étranger, et ce quels

que puissent être par ailleurs les motifs mêmes pour lesquels le séjour est demandé. Il a par ailleurs déjà été jugé que les « *circonstances exceptionnelles* » précitées sont des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande de séjour, que le caractère exceptionnel des circonstances alléguées doit être examiné par l'autorité administrative dans chaque cas d'espèce, et que si celle-ci dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement.

Les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9*bis* de la Loi sont donc des circonstances dérogatoires destinées, non pas à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier les raisons pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger.

3.3. En l'espèce, la partie défenderesse a examiné la demande d'autorisation de séjour du 25 mai 2020 sous l'angle de la recevabilité, analysant les éléments invoqués par le requérant et leur opposant son raisonnement sous forme de motifs d'irrecevabilité, pour conclure qu'aucun des éléments invoqués ne pouvait être qualifié de circonstance exceptionnelle et ne justifiait une dérogation à la règle générale de l'introduction de la demande dans le pays d'origine.

En effet, le Conseil observe que les éléments invoqués dans sa demande d'autorisation de séjour ont pu être écartés, faute pour le requérant d'avoir démontré qu'ils étaient de nature à entraver un retour temporaire au pays d'origine. Il s'agit des éléments suivants : la longueur de son séjour (en Belgique depuis 2010) et son intégration à savoir le développement d'un réseau socio-professionnel danse attesté par plusieurs témoignages ainsi que son curriculum vitae ; le fait qu'il ait suivi des cours à l'Académie de dessin et des arts visuels de Molenbeek-Saint-Jean ; sa participation au Conseil d'administration de l'Asbl [T. S.] ; sa participation à plusieurs projets artistiques et culturels en Belgique (tel que la réalisation de capsules sur divers thèmes, etc.) ; sa collaboration avec l'association [A.] et avec la commune où il a donné une formation pour les régisseurs organisée par la Régie Mobile d'Etterbeek ; les divers témoignages de qualités aussi bien professionnels qu'humains ; le respect de sa vie privée et familiale par le fait d'avoir développé une vie privée depuis 10 ans en Belgique grâce à son réseau professionnel, aux diverses formations suivies, à la participation à de multiples projets, à son investissement au sein d'associations et à son entourage social ; le fait de s'être installé en Belgique à la suite de son sentiment d'avoir été de plus en plus contrôlé et brimé au Burkina Faso par l'immixtion du gouvernement de Blaise Compaoré qui s'imposait dans son travail ; l'autoritarisme du régime, les corruptions et malversations qui était en place au moment de la présidence de Blaise Compaoré ; la production d'un courrier du 10 janvier 2009 adressé au directeur du patrimoine culturel témoignant de ce qu'il a souffert ; la production des extraits de l'International Crisis 2013 ; la situation d'insécurité prévalant au Burkina-Faso ; la situation sanitaire liée au développement de la pandémie Covid-19 rendant difficile tout retour au Burkina Faso ; la situation sanitaire au Burkina Faso et ses craintes que les structures sanitaires ne soient pas à même de tenir le choc.

Il s'en déduit qu'au regard de son obligation de motivation formelle, la partie défenderesse a fourni au requérant une information claire, adéquate et suffisante qui lui permet de comprendre les raisons pour lesquelles il n'a pas été fait droit, au stade de la recevabilité, à sa demande d'autorisation de séjour. Exiger davantage de précisions dans la motivation de l'acte attaqué, et notamment contraindre la partie défenderesse à répondre

distinctement à chaque allégation du requérant, ou encore l'obliger à fournir les motifs des motifs de sa décision, excèderait son obligation de motivation.

3.4. En termes de recours, le requérant se borne à réitérer les éléments déjà invoqués à l'appui de sa demande de séjour et à opposer aux différents arguments figurant dans la décision attaquée, des éléments de fait sans pour autant démontrer l'existence d'une violation des dispositions visées au moyen, ce qui revient à inviter le Conseil à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse. Or, le Conseil rappelle qu'il est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et qu'à ce titre, il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité des décisions qui relèvent du pouvoir discrétionnaire de la partie défenderesse, ni de substituer, dans le cadre de l'examen du recours, son appréciation à celle de l'administration dès le moment où il ressort du dossier que cette autorité a procédé, comme en l'espèce, à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis.

3.5. S'agissant plus particulièrement de la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, le Conseil rappelle que le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1er, de la CEDH peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 étant une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa, il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la Convention précitée.

En outre, l'exigence imposée par l'article 9*bis* de la Loi d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale et privée de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois qu'il pourrait introduire dans son pays d'origine. Dès lors, il n'est pas possible ni même permis de préjuger de l'issue de ladite demande, tant qu'aucune décision n'est prise par la partie défenderesse.

En l'espèce, il ressort de la première décision attaquée que la vie privée et familiale du requérant a bien été prise en considération par la partie défenderesse qui lui a, à bon droit, dénié un caractère exceptionnel. En effet, la décision contestée n'implique pas une rupture des liens du requérant avec ses attaches en Belgique, mais lui impose seulement une séparation d'une durée limitée en vue de régulariser sa situation.

Dès lors, les griefs soulevés au regard de l'article 8 de la CEDH ne sont pas sérieux.

3.6. S'agissant de l'argument selon lequel la crise sanitaire actuelle rend impossible la faculté d'introduire une demande à partir du pays d'origine, car il ne s'agit pas d'un voyage essentiel, le Conseil relève à cet égard que l'existence de mesures actuelles et spécifiques de santé publique en raison de la lutte contre la propagation de ce virus, et ce au niveau mondial, n'implique pas que la décision attaquée serait illégale. En effet, s'il ressort de la requête que la Belgique a pris des mesures liées à la crise du virus COVID-19, le Conseil rappelle qu'elles sont temporaires. En outre, le requérant n'établit pas que la partie défenderesse ne prendra pas toutes les mesures de précaution possibles en ce qui concerne le rapatriement effectif lorsqu'il aura lieu, d'autant plus que l'article 74/14, § 1er, de la Loi, permet au requérant de solliciter la prolongation du délai octroyé pour quitter le territoire.

De même, le requérant ne peut soutenir qu'il ne pourra pas introduire de demande de séjour dans son pays d'origine et ensuite franchir les frontières pour revenir en Belgique. En effet, les mesures actuelles liées à la crise du virus COVID-19 prises par la Belgique ne sont que temporaires et sont donc appelées à évoluer, en telle sorte qu'il n'est pas possible ni même permis de préjuger de l'issue de l'examen qui serait fait de la demande d'admission sur le territoire belge qui serait introduite par le requérant.

Il en résulte que la crise sanitaire liée au virus COVID-19 ne peut constituer en soi une circonstance exceptionnelle rendant impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire du requérant dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande de séjour.

3.7. En conséquence, le moyen unique n'est fondé en aucune de ses branches.

3.8. S'agissant de l'ordre de quitter le territoire pris à l'encontre du requérant, lequel apparaît comme l'accessoire de la première décision attaquée et qui constitue le second acte attaqué par le présent recours, il s'impose de constater, compte tenu de ce qui précède, qu'il est motivé à suffisance de fait et de droit par la constatation qu'en vertu de l'article 7, alinéa 1er, 2°, de la Loi, le requérant demeure dans le Royaume au-delà du délai autorisé par le visa ou l'autorisation tenant lieu de visa apposée sur son passeport, en l'espèce, il est arrivé le 16 août 2010 avec un visa C valable jusqu'au 16 octobre 2010 et une déclaration d'arrivée a été enregistrée le 30 août 2010, son séjour ayant été autorisé jusqu'au 30 novembre 2010.

Le requérant ne conteste pas ce fait en termes de requête. De même, il n'expose ni ne développe aucun moyen spécifique à l'encontre de l'ordre de quitter le territoire précité.

4. Débats succincts.

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt avril deux mille vingt et un, par:

Mme M.-L. YA MUTWALE, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme A. KESTEMONT greffière.

La greffière, La présidente,

A. KESTEMONT M.-L. YA MUTWALE